

Rompre avec le dogme de l'austérité budgétaire



Réduire la dette publique est affiché comme un objectif majeur justifiant les politiques d'austérité et la régression sociale. Il est urgent et salutaire de remettre en cause un dogme jamais validé par les faits et de fonder le développement de nos sociétés sur la réponse aux besoins sociaux et environnementaux.

Depuis plusieurs années, le poids de la dette et la nécessité absolue de diminuer les dépenses publiques constituent un thème dominant dans l'approche économique du débat politique. C'est à partir de ces prémisses que sont justifiées les politiques d'austérité imposées au sein de l'Europe. Plus encore, de Maastricht au traité budgétaire de 2012, les traités européens ont, en quelque sorte, sacralisé ces orientations.

À n'en pas douter, quels que soient les résultats des prochaines échéances électorales, ces thématiques resteront au premier plan.

Les économistes orthodoxes et les différentes forces politiques et sociales qui les soutiennent continueront d'asséner que la France court à la catastrophe si elle s'écarte du crédo de la priorité du désendettement ; et de

convoquer les spectres des agences de notation, de l'effolement des marchés financiers, des sanctions de Bruxelles, sans oublier la description du triste sort de nos enfants et petits-enfants à qui nous léguerions le fardeau des largesses sociales que nous nous serions accordées.

Le problème – mais il est de taille – est que ces orientations néo-libérales reposent sur des hypothèses qui ont été invalidées par les faits. C'est ce que démontrent dans ce numéro de Silomag les auteurs qui ont accepté de répondre positivement à nos demandes de contribution.

Je ne tenterai pas ici de résumer l'argumentation exposée par chacun d'eux. De manière plus modeste, et plus réaliste, je me contenterai de mentionner quelques idées-forces qui me semblent importantes pour entrer dans la thématique de ce numéro.

Le cercle régressif de l'austérité

Contrairement aux affirmations des idéologues, l'austérité budgétaire, qui conduit partout à la stagnation voire à la récession économique, débouche non pas sur une diminution de la dette, mais sur son augmentation. En effet, l'austérité entretient et accélère un cercle vicieux régressif. Entraînant une diminution de la commande publique, elle provoque un ralentissement de l'activité économique qui se traduit tout à la fois par des rentrées fiscales diminuées et par une augmentation du chômage (au minimum par un moindre emploi). Ce processus engendre une moindre consommation aggravant encore le ralentissement. À l'inverse, c'est en soutenant l'activité et en favorisant les créations d'emplois que l'on génère les ressources permettant de diminuer la dette. Les dépenses et les investissements publics sont une composante importante de ce mécanisme.

Le cas grec est, de ce point de vue, extrêmement éclairant. Saigné à blanc sous les injonctions de la troïka, le pays n'a pas vu sa dette diminuer. Bien au contraire, « entre 2012 et 2015, la dette publique grecque est passée de 299,69 M^d € à 317,94 M^d €, soit de 129,6 % du PIB à 177 % »^[1].

Ainsi, comme dans les années 1930, les politiques économiques conduites aujourd'hui aggravent la situation en même temps qu'elles contribuent à développer le chômage, la précarité et la pauvreté partout en Europe.

L'impact de la dette publique est fallacieusement dramatisé

Pour une part importante, la dette prend en charge des investissements publics qui sont utilisés sur une longue période, répondent aux besoins des générations actuelles, mais aussi des générations futures et constituent un patrimoine utile pour le pays. Écoles, lycées, universités, hôpitaux, équipements pour le transport ou encore aménagements urbains, sont des biens durables qui constituent autant d'atouts pour les territoires et pour les populations. Il en va de même des efforts de soutien indispensables pour réussir la transition écologique.

Est-il légitime de faire comme si le coût de ces investissements d'intérêt général devait être assumé en une seule annuité budgétaire ? Est-il légitime de comparer les emprunts contractés à une seule année de PIB ? La réponse est bien évidemment négative. Or, c'est la logique adoptée par l'Union européenne depuis le traité de Maastricht et constamment renforcée depuis. L'objectif a été d'ancrer les thèses néo-libérales et monétaristes afin d'y soumettre les orientations économiques des États. C'est ainsi que la désagrégation de l'intervention publique dans la gestion de la dette et son transfert aux marchés financiers ont été légitimés et accompagnés. Les pressions exercées par les marchés ainsi que leur logique spéculative constituent des éléments-clés dans la crise des dettes publiques. Pourtant, il n'existe aucune fatalité qu'il en soit ainsi. Des mécanismes publics de gestion de la dette continuent d'exister dans de grands pays du monde tel le Japon. De son côté, la dette publique des États-Unis est beaucoup moins exposée aux opérateurs étrangers que celle de

l'Europe. Tout au long des dernières décennies, ce sont des décisions politiques qui ont livré la gestion de la dette aux marchés financiers. D'autres décisions politiques peuvent inverser la situation.

«*La France vit au-dessus de ses moyens*» : une fable

L'accroissement de l'endettement public au cours de la dernière décennie n'a rien à voir avec la fable d'un pays qui vivrait au-dessus de ses moyens en s'octroyant trop de largesses sociales. Les chiffres de l'Insee sont éloquents à cet égard. En 2007, l'endettement public de la France s'élevait à 64,4 % du PIB. En 2009, alors que la crise des subprimes et ses conséquences avaient produit leurs effets sur une année pleine, le taux d'endettement avait augmenté de près de 15 % atteignant 79 % du PIB. Nul ne se souvient qu'une quelconque générosité sociale sarkozyste se soit manifestée dans l'intervalle ! Bien au contraire ! Avec les politiques de restrictions des dépenses publiques, l'indicateur dette publique/PIB (contestable comme je l'ai noté plus haut) s'est dégradé. Il poursuivra cette évolution jusqu'à atteindre 96 % en 2016[2]. En réalité, la crise de 2007/2008 a provoqué un ralentissement économique massif qui a fait diminuer les rentrées fiscales et a produit ses effets en cascades. Par ailleurs, le pouvoir de l'époque a poursuivi et accentué la baisse des impôts des plus riches, ainsi que le financement du plan de soutien aux profits mis mal par la crise. Comment ne pas rappeler qu'au départ, cette dernière est une crise de l'endettement privé résultant d'un processus de suraccumulation de capitaux débouchant sur l'éclatement d'une bulle spéculative qui a produit ses effets en cascade sur toute l'économie. Bref, on a transformé une crise de la dette spéculative privée en crise d'endettement public !

Réactiver un cercle vertueux

Chacun comprend l'importance de poser le bon diagnostic pour déterminer les mesures les plus adéquates. Aujourd'hui, comme au temps de Molière, les Diafoirus de l'économie ne savent que pratiquer la saignée. Cela débouche sur les mêmes résultats qu'il y a quatre siècles : le malade est tellement affaibli qu'il risque d'en mourir.

Rompre résolument avec ces politiques, récessives sur le plan économique et régressives sur le plan social, est une nécessité absolue. Pour cela, à l'inverse des dogmes néo-libéraux calés sur la seule rentabilité du capital, il est urgent de réactiver un cercle vertueux. La réponse aux besoins sociaux et écologiques doit être placée au cœur de la logique. Créatrice d'activité et d'emploi, elle doit être conjuguée avec une mobilisation des ressources financières au service de ces objectifs de progrès.

Notes de bas de page :

[1] Monique Lasserre, « [La dette publique grecque](#) », CADTM, 2 décembre 2015.

[2] Insee. Comptes de la Nation. Septembre 2016.

Pour citer cet article :

Alain Obadia, « Rompre avec le dogme de l'austérité budgétaire », *Silomag*, n°2, avril 2017. URL : <https://silogora.org/rompre-avec-le-dogme/>